

Chronique de l'Institut

René Durocher

Volume 34, Number 3, décembre 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303899ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303899ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Durocher, R. (1980). Chronique de l'Institut. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(3), 495–501. <https://doi.org/10.7202/303899ar>

CHRONIQUE DE L'INSTITUT

Rapport du président — L'Institut, globalement, se porte bien. Depuis quelques années nous avons fait un effort considérable sur le plan administratif et financier, ce qui nous permet aujourd'hui de tirer le maximum de nos ressources humaines et financières. Cette tâche qui n'a rien de spectaculaire était absolument indispensable, mais elle est insuffisante. Maintenant il nous faut aller plus loin pour développer pleinement le potentiel de l'Institut.

Après la disparition du chanoine Groulx, l'Institut est entré dans une phase de transition difficile qui, aujourd'hui, tire à sa fin. Le contexte au sein duquel nous évoluons depuis quelques années, je pense en particulier à nos rapports avec le gouvernement, la Fondation Lionel-Groulx et le milieu des chercheurs, a changé rapidement. Si nous nous contentions de jouer le rôle utile et estimable qui est le nôtre présentement, nous raterions l'occasion de faire de l'Institut un organisme national d'envergure, ce qui est, à notre avis, le seul moyen d'assurer son avenir et son épanouissement.

C'est pourquoi, même si la situation actuelle est à maints égards satisfaisante, le Conseil d'administration s'est engagé dans un processus de révision et de clarification des objectifs de l'Institut et des moyens que nous devons prendre pour les atteindre.

Notre objectif premier est de promouvoir la recherche sur l'histoire de l'Amérique française et de contribuer à la diffusion des connaissances en ce domaine. La publication de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, qui jouit d'une solide réputation, le Congrès annuel, particulièrement riche cette année, notre participation au Concours Lionel-Groulx, qui permet de sensibiliser des centaines de jeunes du secondaire et du collégial à notre histoire, les prix Lionel-Groulx et Guy-Frégault, qui attirent l'attention sur la contribution de collègues dont nous reconnaissons l'excellence, de même que l'immense travail accompli par l'équipe de Bibliographie depuis treize ans, témoignent avec éloquence que cet objectif est au coeur de nos préoccupations et que, depuis quelques années, nous avons approfondi et élargi notre contribution.

Une autre tâche qui nous paraît fondamentale, dans l'ordre de la recherche, c'est notre participation à l'administration du Centre de recherche Lionel-Groulx, situé au 257-261 Bloomfield. Comme vous le savez sans doute, l'édifice qui abrite le Centre, les fonds d'archives et la majeure partie de la bibliothèque, ont été légués par le chanoine Groulx à la Fondation qui porte son nom. Celle-ci grâce à une importante campagne de souscription en 1978, a pu acquérir la maison voisine du 261 Bloomfield et doubler la superficie du Centre qui était irrémédiablement bloqué dans son développement, faute d'espace et de ressources financières. L'acquisition de cette propriété, les travaux de rénovation considérables qui devaient être effectués, la construction d'une voûte et, bien d'autres choses encore, ont mobilisé et mobilisent encore les ressources et les énergies de la Fondation qui, disons-le, accomplit un travail admirable.

De notre côté, en tant qu'Institut dirigé par des historiens, avec l'accord et l'aide de la Fondation, nous accueillons les chercheurs et le public qui se présentent au Centre, nous répondons à ceux qui, par écrit ou oralement nous demandent des informations. Nous essayons aussi de rendre plus accessibles les précieux fonds d'archives du Centre. Ainsi, après deux vaines tentatives auprès d'organismes fédéraux, nous avons réussi à obtenir une subvention de \$ 8 000. des Archives Nationales du Québec pour le classement de trois des fonds du Centre, soit les fonds: Ligue de la défense du Canada, Maxime-Raymond et André-Laurendeau.

Nous souhaitons collaborer davantage au développement — aussi bien matériel qu'intellectuel — du Centre de recherche, afin de mieux servir encore les chercheurs et la recherche historique. Dès le 20 novembre, les deux organismes — Institut et Fondation — se rencontreront pour essayer de trouver des moyens de rendre leur collaboration plus étroite, plus suivie et plus efficace. Ce travail conjoint pour planifier le développement du Centre, pour coordonner et discuter nos projets respectifs va certainement mobiliser beaucoup d'énergie, de part et d'autre, dans les années à venir.

Si notre premier objectif est incontestablement lié au développement des connaissances et à leur diffusion, notre deuxième objectif devrait être de devenir le porte-parole des historiens de notre milieu. Ce rôle de groupe d'intérêt n'a rien d'étroit, d'autoritaire ou de corporatiste.

Nous ne disposons d'aucun moyen coercitif sur les historiens ou sur ceux qui pratiquent l'histoire sous une forme ou une autre et nous n'en recherchons aucun. Contrairement à d'autres professions, tout le monde peut se prétendre, sinon historien de métier, du moins historien à ses heures. Et c'est bien ainsi. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire peuvent non seulement devenir membres de l'Institut, mais y jouer un rôle dont nous ne sous-estimons pas l'importance. En faisant preuve de leadership et de compétence nous pouvons non seulement défendre les intérêts des historiens et de l'histoire, mais aussi ceux de la société en général sur des questions spécifiques, où notre contribution — comme historien ou comme citoyen sensibilisé à l'histoire — peut s'avérer utile. Je pense, par exemple, aux questions qui touchent les archives, les bibliothèques, les musées, l'édition, l'accès à l'information, la vulgarisation historique, le patrimoine et l'enseignement de l'histoire.

Depuis quelques années, sauf en certaines occasions, nous avons été trop silencieux sur des sujets qui auraient dû solliciter notre attention. Si nous ne sommes pas intervenus plus souvent, c'est d'abord parce que nous n'avions pas une conscience claire et convaincue que ce devait être un de nos objectifs fondamentaux. Ensuite, nous n'étions pas organisés pour effectuer un tel travail, terriblement exigeant, si nous voulons le faire sérieusement, tout en étant raisonnablement représentatifs du milieu dont nous souhaitons être les porte-parole. Finalement, il y a aussi le fait que nous nous disions — consciemment ou non — que d'autres sociétés, celles des archivistes, des bibliothécaires, des professeurs d'histoire etc., prendraient la responsabilité d'intervenir dans leur domaine propre. Un tel raisonnement nous faisait oublier qu'en collaborant avec ces autres organismes qui s'intéressent à l'histoire, nous avions une contribution particulière et importante à apporter.

Déjà, à l'Institut, nous avons pris conscience du problème; nous avons confié à chacun des membres du Conseil un dossier à analyser et à suivre; d'ici quelque temps, nous serons mieux préparés à intervenir. Mais il est certain que nous procéderons prudemment, quitte à nous abstenir lorsque nous n'aurons pas la compétence, l'information ou les ressources humaines et matérielles requises pour agir utilement.

Pour jouer ce rôle d'intervenant dans les débats publics ou même de groupe d'intérêt, nous avons besoin d'un instrument qui

nous permettra de rester en contact avec nos membres tout en leur faisant connaître notre cheminement. Ni la *Revue*, ni le Congrès annuel ne nous permettent d'atteindre adéquatement notre objectif. Il nous semble qu'un *Bulletin de liaison* pourrait jouer ce rôle. Le Conseil a décidé d'étudier systématiquement (contenu, format, périodicité, coût, équipe de rédaction, etc.) cette hypothèse dans les mois à venir.

Pour atteindre les objectifs que nous nous fixons, il y a deux conditions essentielles: augmenter le nombre des membres de l'Institut et disposer de ressources financières suffisantes.

La *Revue d'histoire de l'Amérique française* mérite plus de 1 400 abonnés et l'Institut plus de 350 membres en règle. Je suis certain que ces chiffres vous surprennent; en particulier le nombre restreint des membres de l'Institut. Il est vrai que cette situation s'explique par une faille «technique» de la procédure de recrutement qui a toujours existé à l'Institut. En effet, jusqu'à maintenant, pour devenir membre, il fallait en faire la demande et être agréé par le Conseil d'administration. Plusieurs de nos abonnés oubliaient de faire cette demande ou trouvaient cette procédure trop compliquée. L'Institut n'étant pas une corporation fermée, nous avons décidé que tous ceux qui, à compter de janvier 1981, s'abonneront à la *Revue* deviendront automatiquement membres de l'Institut.

Mais même en corrigeant cette faille qui nous permettra de tripler le nombre des membres, il n'en reste pas moins que nous avons trop peu d'abonnés et d'adhérents. Notre effort de recrutement — pour des raisons financières évidentes — portera d'abord sur le Québec et le Canada français et, plus spécifiquement, sur les collègues, historiens et professeurs d'histoire des universités, des collèges et de l'enseignement secondaire.

Il faut faire comprendre à nos collègues qu'ils sont les premiers bénéficiaires, de même que les premiers responsables, du maintien et de l'épanouissement d'un organisme indépendant d'envergure nationale comme l'IHAF. Je veux croire que c'est par négligence ou oubli que beaucoup d'entre eux ne sont pas abonnés à la *Revue* ni membres de l'Institut. Nous allons donc leur rappeler notre existence avec insistance dans les mois à venir.

Il y a un groupe particulier au sein du milieu académique qui nous tient à cœur: celui des étudiants, qui ne sont pas suffisam-

ment nombreux parmi nous. Pour eux, nous devons faire un effort inlassable car ils représentent l'avenir. Déjà nous leur offrons — et continuerons à leur offrir — de devenir membre de l'Institut et abonné de la *RHAF* pour la modique somme de \$10. par année.

Après avoir réduit les obstacles financiers qui peuvent gêner leur participation, nous essaierons de communiquer avec eux dans chacune de nos universités et nous tenterons de faire la preuve que nous pouvons les aider, non seulement en général, mais de manière spécifique. C'est ainsi que j'aimerais proposer que nous menions d'ici un an ou deux, avec un comité d'étudiants gradués, une réflexion sur l'état des études supérieures en histoire dans chacune de nos universités. Je sais que nos étudiants ont des griefs, fondés ou non, à formuler à ce sujet et je pense que l'IHAF pourrait être, pour eux, un organisme précieux non seulement pour se rencontrer, pour exprimer leur point de vue, pour voir ce qui se fait ailleurs, mais aussi pour analyser sérieusement la question et proposer des améliorations dont nous pourrions tous bénéficier.

Finalement, nous devons attirer à l'Institut tous ces gens qui s'intéressent — pour diverses raisons — à notre histoire et qui sont plus nombreux que nous ne le pensons. Chose certaine, la *RHAF*, compte tenu de son exceptionnelle qualité, et l'IHAF qui joue un rôle essentiel dans notre société, méritent plus d'abonnés et de membres qu'ils n'en ont aujourd'hui. Un effort soutenu de publicité et, j'ose employer le mot, de mise en marché, s'impose.

Plus de 60% de notre budget nous vient de deux subventions du gouvernement du Québec, soit une pour la *Revue* et une autre pour l'Institut proprement dit. Nous remercions très sincèrement le Ministère des affaires culturelles, mais nous estimons qu'il ne serait pas sage de dépendre davantage de cette source d'ailleurs insuffisante.

C'est pourquoi nous avons décidé d'augmenter, à compter du 1er janvier 1981, le prix d'abonnement à la *Revue* de \$12. à \$15. et la cotisation de membre de \$3. à \$5. par année. Donc en s'abonnant à la *Revue*, on deviendra automatiquement membre de l'Institut, et il en coûtera, au total, \$20., au lieu de \$15., annuellement pour les résidents canadiens et québécois; pour l'étranger, le coût sera de \$24., ce qui se justifie pleinement, étant donné les coûts de la poste.

Cette brève réflexion sur l'avenir de l'Institut que nous avons amorcée n'est pas terminée, loin de là. Elle est cependant bien

engagée dans un climat très sain et une conjoncture favorable. Le programme que nous venons d'esquisser est ambitieux et il ne se réalisera pas en entier dans une année. Mais, à moins de circonstances adverses imprévisibles et surtout avec votre appui absolument indispensable, nous franchirons le cap de cette période de transition.

Lettre du conservateur — Les ANQ ont réagi très favorablement à notre demande de réviser les conditions donnant droit à un permis de consultation aux Archives. Nous les en remercions. La lettre du conservateur adjoint, que nous reproduisons, témoigne de l'ouverture d'esprit de la direction de cet organisme avec lequel nous devons entretenir d'étroites et cordiales relations.

«En réponse à la lettre que vous adressiez le 22 août à monsieur François Beaudin, je vous informe que les Archives nationales ont supprimé de leur procédure de demande de laissez-passer l'obligation de fournir une recommandation. Les permis sont maintenant émis pour une période d'un an sur production d'une pièce d'identité telle que permis de conduire, carte d'assurance-maladie, carte d'assurance sociale ou carte d'étudiant.

Il pourrait arriver qu'au cours des prochaines années la procédure change encore. Si cela se produit, je souhaite comme vous que ce soit dans le sens d'une simplification, mais soyez assuré que les Archives rechercheront toujours la sécurité des documents, dans l'intérêt de tous et en particulier des historiens.

Je vous remercie de votre intervention et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.»

ROBERT GARON
conservateur adjoint

Congrès 1980 et 1981 — Nous désirons remercier tous ceux qui ont contribué à faire du Congrès de 1980 un éclatant succès. L'abondance, la variété et la richesse des communications présentées de même que la qualité des échanges entre les participants témoignent du dynamisme des membres de l'Institut. Le Comité d'organisation présidé par Nive Voisine, assisté de James Thwaites, Jean-Claude Robert et Jean-Marc Paradis, a accompli un remarquable travail.

Il a été décidé, lors de l'Assemblée générale, que le prochain Congrès aura lieu à Trois-Rivières sous la présidence de Jean-

Marc Paradis. Ce Congrès empruntera la formule de cette année, à savoir qu'il se déroulera dans un hôtel, et nous éviterons de le faire coïncider avec le long congé de la fête de l'Action de grâces. Le Congrès de 1982 se déroulera à Montréal.

Comité des mises en candidature — Nos collègues Christian Pouyez de l'UQAC, Réal Bélanger de Laval et Paul-André Lin-teau de l'UQAM ont été choisis par l'Assemblée générale pour faire partie du Comité des mises en candidature. Selon nos règlements, ce comité doit préparer le processus des élections qui auront lieu, l'an prochain, à Trois-Rivières, pour les onze postes au Conseil d'administration de l'Institut.

Prix Lionel-Groulx et Guy-Frégault — Pour la deuxième année, à l'occasion du Congrès, nous avons décerné le prix Lionel-Groulx à l'auteur du meilleur ouvrage traitant de l'histoire de l'Amérique française, publié en 1979, et le prix Guy-Frégault à l'auteur du meilleur article publié dans la *RHAF* au cours de la même année. Nos félicitations aux deux récipiendaires: Jacques Rouillard pour *Les syndicats nationaux au Québec 1900-1930*, ouvrage publié aux Presses de l'Université Laval; et Louis Michel pour son article: «Un marchand rural en Nouvelle-France — François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771». Nos remerciements aux membres du jury, Jean Hamelin, H. Blair Neatby et Jean Blain, de même qu'à la Fondation Lionel-Groulx et à Madame Lilianne Frégault qui ont fourni respectivement les montants de \$ 1 000. et de \$ 500. qui accompagnent ces prix.

M. Jean Hamelin, ayant terminé son mandat comme membre du jury, sera remplacé par M. Gérard Bouchard de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Hommages à Guy Frégault — Le Ministère des affaires culturelles a donné le nom de l'illustre historien à l'édifice qu'il occupe depuis peu, au 125 est, de la Grande-Allée, à Québec. De son côté, le Centre de civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, dirigé par notre collègue Pierre Savard, vient d'organiser un colloque sur Guy Frégault intellectuel, historien, écrivain et fonctionnaire. Les actes de ce colloque seront publiés.

RENÉ DUROCHER
président de l'IHAF